

Ministre, député, maire de Villaines-la-Juhel puis de Laval Il y a 50 ans, disparaît précocement Robert Buron

Robert Buron (1910-1973), homme politique français, s'est vu parachuter en Mayenne en 1945 par le Mouvement républicain populaire (MRP) ⁽¹⁾. Son épouse, Marie-Louise Trouillard (1910-2006), est originaire du département. Appelé à des fonctions gouvernementales, Robert Buron a toujours conservé un ancrage territorial en Mayenne. En octobre 2003, pour le trentième anniversaire de sa disparition, le CÉAS a déjà consacré un article à son activité politique ⁽²⁾. Michel Ferron, administrateur de l'association, lui rend ici un hommage en montrant ses contributions et les enseignements que l'on peut en dégager.

Mort le 28 avril 1973, à l'âge de 63 ans, Robert Buron a marqué la vie politique de la IV^e et de la V^e Républiques pendant près de trente ans.

Membre de plusieurs gouvernements de l'après-guerre, dont celui de Pierre Mendès France en 1954-1955, qui a permis la fin de la guerre d'Indochine, il a aussi été pendant quatre ans le ministre des Transports et des Travaux publics du général de Gaulle. Il reste surtout connu pour avoir été l'un des négociateurs des accords d'Évian, qui ont mis fin à la guerre d'Algérie.

Cette carrière d'envergure nationale, voire internationale, s'est accompagnée d'une volonté d'ancrage permanent sur le plan local : longtemps député de la Mayenne, il a été maire de la

commune de Villaines-la-Juhel pendant dix-sept ans, puis de Laval, pour un court mandat de deux ans interrompu par la maladie et son décès.

Plus que la diversité de ses fonctions, on retient l'exemplarité de sa trajectoire politique, qui n'a pas manqué d'interpeller ses électeurs, puisque, s'affranchissant de la rigidité des étiquettes, il est passé progressivement du MRP au socialisme. En cela, il ne fait que reprendre l'itinéraire fréquent de ces militants adeptes du christianisme social, qui étoffent les rangs des chrétiens de gauche.

En outre, Robert Buron incarne une certaine conception du courage politique inspiré par une exigence de vérité. Tourné vers l'Europe, dès les premiers balbutiements de sa construction (il a assisté à l'échec de la Communauté européenne de défense ⁽³⁾ en 1954), il démissionne en mai 1962 avec quatre autres ministres du nouveau gouvernement Pompidou, en raison de désaccords avec la politique européenne du général de Gaulle.

Quelques années plus tard, en 1969, il se retrouve en première ligne pour participer, aux côtés du Parti socialiste unifié (PSU) ⁽⁴⁾ et de quelques socialistes italiens, à la construction d'une Gauche européenne.



Robert Buron, ministre des Finances, des Affaires économiques et du Plan en janvier et février 1955

(1) – Le Mouvement républicain populaire (MRP) est un parti politique français ayant existé de 1944 à 1967. Le MRP se présente comme un mouvement démocrate-chrétien et centriste, europhile et partisan d'une vision non conservatrice et sociale du catholicisme politique.

(2) – <http://www.ceas53.org/uploads/pdf/Politique/Robert-Buron-1910-1973-Octobre-2003.pdf>

(3) – La CED est une organisation prévue par le traité du 27 mai 1952 entre les six États déjà membres de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (Ceca), mais dont la création n'a pas eu lieu en raison du refus de la France (30 août 1954). Le traité prévoyait l'intégration des forces armées des États membres sous une autorité supranationale.

(4) – Le Parti socialiste unifié (PSU) est un ancien parti politique français fondé le 3 avril 1960. Après plusieurs scissions et tentatives d'union peu fructueuses avec d'autres petites forces de la gauche alternative, le PSU s'auto-dissout en novembre 1989.

Son parcours en Mayenne

- 1945 : élu député de la Mayenne (1945-1958).
1951 : élu conseiller général de Villaines-la-Juhel.
1953 : élu maire de Villaines-la-Juhel.
1961 : co-créateur de la Société d'économie mixte de la Mayenne (Semeem).
1963-1970 : ... président du Comité d'expansion de la Mayenne.
1967 : battu à l'élection législative de la circonscription de Laval (il était suppléant d'André Davoust).
1970 : battu à l'élection cantonale de Villaines-la-Juhel, il démissionne de la mairie mais il est réélu conseiller municipal.
1971 : élu maire de Laval – adhésion au Parti socialiste (congrès d'Épinay).
1973 : battu à l'élection législative de la circonscription de Laval.

Source : Marcel Launay, *Robert Buron*.

Paris : Beauchesne, 1993.

Attaché à la cause des démunis et des défavorisés, il se mobilise sur les terrains de l'urgence sociale, comme l'illustre son long « compagnonnage » avec l'abbé Pierre.

Élu d'un département rural et conservateur, il s'investit dans le débat parlementaire sur la réforme du statut du

fermage et parvient à imposer la paix scolaire, en préconisant le recours au contrat d'association pour les établissements scolaires privés.

Habité par une foi religieuse exigeante, éloignée de toute bigoterie, il n'hésite pas à s'afficher aux côtés de figures contestataires de l'Église catholique, engagées dans une défense des objecteurs de conscience.

Son expertise sur la question du sous-développement des pays du Tiers-Monde permet d'éveiller bon nombre de ses concitoyens à la situation économique des continents africain et asiatique. C'est au service de cette cause qu'il met son talent de débatteur lors d'une émission *À armes égales* restée célèbre, qui l'oppose à Raymond Cartier, directeur de *Paris-Match*.

On pourrait résumer la dimension visionnaire des combats de Robert Buron à la philosophie d'un humaniste, qui n'a cessé de favoriser l'irruption des bruits du monde dans le quotidien de ses contemporains. Le message qu'il continue de délivrer aujourd'hui, pour les citoyens et leurs élus, est aussi la réhabilitation de l'engagement politique, qu'il conçoit comme « *le plus beau des métiers* ».

Michel Ferron,

administrateur de la Maison de l'Europe en Mayenne
et du CÉAS de la Mayenne

Un homme inscrit aussi dans la vie politique nationale et internationale

En parallèle de son action départementale, Robert Buron mène une carrière politique nationale et internationale. Il a marqué plusieurs pages de notre histoire. Nous vous proposons de le redécouvrir à travers cette chronologie.

- 1933 : co-fondateur de la Fédération des amicales de malades.
1934-1937 : conseiller au service des études de la Chambre de commerce de Paris.
1937-1940 : secrétaire de la Chambre syndicale des chocolatiers.
1938 : adhésion aux Jeunesses démocrates populaires.
1940-1944 : secrétaire général du Comité d'organisation du cinéma ; membre du Comité des études du Conseil national de la Résistance ; rédacteur des *Cahiers du travaillisme français*.
1944-1947 : administrateur général de la Radiodiffusion française, co-directeur de l'hebdomadaire *Carrefour*.
1945 : adhésion au MRP.
1948-1949 : délégué du gouvernement aux conférences économiques de Washington et de La Havane.
1949-1951 : secrétaire d'État aux Affaires économiques (cabinets Bidault et Queuille).
1951 : ministre de l'Information (cabinet Pleven).
1952-1953 : ministre des Affaires économiques (cabinets Faure et Laniel).
1954-1955 : ministre de la France d'Outre-Mer (cabinet Mendès-France).
1955 : ministre des Finances (cabinet Mendès-France).
1957-1962 : président du Comité national de productivité.
1958 : fondation de l'Institut international de recherche et de formation éducation développement (Irfed) avec le père Lebreton.
1958-1962 : ministre des Travaux publics et des Transports (cabinets De Gaulle, Debré, Pompidou).
1959 : président de la Fédération des associations de postcure.
1962 : cosignataire des accords d'Évian – mai : démission du gouvernement Pompidou.
1962-1966 : président du Centre de développement de l'organisation de coopération et de développement économique (OCDE).
1964 : président de l'École nouvelle d'organisation économique et sociale.
1966 : fondation d'« Objectif 72 ».
1967 : président du Comité de liaison pour l'alphabétisation et la promotion des travailleurs étrangers.

Source : Marcel Launay, *Robert Buron*. Paris : Beauchesne, 1993.